

L'EAC approuve le déploiement de ses troupes pour stabiliser la RDC

Page 11

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 22 Juin 2022

7 Jrs/7

N°1968

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



VERSION

Ethiopie: Des rebelles Oromo accusées du massacre de centaines de civils Amhara

Page 2

Sénégal : 25 millions d'euros pour soutenir l'industrie pharmaceutique



Page 6

Plus de 130 civils tués par des groupes armés au Mali



Page 4

MSF réclame de nouveaux couloirs humanitaires pour les migrants bloqués en Libye



Page 10

ETHIOPIE

Des rebelles Oromo auraient massacré des centaines de civils de l'ethnie Amhara



Selon l'AFP, des centaines de civils de l'ethnie d'Amhara dans la région d'Oromia auraient été massacrés par des rebelles Oromo le weekend dernier. L'accusation portée par des survivants du massacre a été démentie par les rebelles qui ont indexé à leur tour les forces pro gouvernementales.

Le ciel s'est à nouveau assombri sur l'Ethiopie le week-end dernier. En effet, plusieurs témoins et survivants de la communauté Amhara qui a été la cible d'une attaque barbare dans la localité de Tole, dans le district de Gimbi à l'ouest du pays , pointent du doigt, les rebelles de l'Armée de libération oromo (OLA). Alors que certains témoins parlent de 260 morts, d'autres évoquent un bilan plus lourd, selon l'AFP.

Selon des témoins oculaires, le massacre a duré plusieurs heures, à l'issue duquel de nombreux corps gisaient dans les rues. Un homme amhara a déclaré avoir «personnellement aidé à enterrer 61 corps dimanche» et affirmé que «le nombre de corps enterrés dimanche était de 351 au total».

Les accusations portées par les survivants de ce massacre ont été soutenues par les autorités de la région qui accusent à leur tour les rebelles de l'Armée de libération oromo (OLA) d'être les auteurs de ce crime après des combats contre les forces gouvernementales samedi matin dans le district de Gimbi. Le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed a déjà accusé dans le passé l'OLA de massacres visant les Amharas vivant en Oromia.

La suite à la page 3

La suite de la page 2

Toutefois, les principaux accusés ne sont pas restés de marbre face aux accusations. En effet, un porte-parole de l'OLA, Odaa Tarbii, a accusé dimanche une milice régionale pro gouvernementale d'avoir commis ces meurtres et réclamé une enquête indépendante, a rapporté l'AFP.

Il faut noter que depuis l'an dernier les forces fédérales du pays du Négus sont en guerre dans le Nord du pays avec les rebelles oromo et leur allié le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).

Lucien DAKISSAGA

Le comptoir d'or et de métaux précieux du Burkina lance ses activités



Les responsables de la nouvelle Chambre des Comptoirs d'Or et des Métaux Précieux du Burkina (CCOMP/BF) ont animé une conférence de presse à Ouagadougou, le samedi 18 juin 2022. Il s'est agi pour les membres de cette association de présenter l'association et de décliner des objectifs qui sous-tendent sa création.

"La Chambre des Comptoirs d'Or et des Métaux Précieux du Burkina (CCOMP/BF) est une association apolitique, a but non lucratif qui s'interdit toute forme de discrimination , ayant pour but de mettre en place une chaine d'approvisionnement responsable de l'or et des métaux précieux au Burkina Faso dans le cadre d'un commerce équitable" a fait savoir Abdel Kalifa Diarra, président du Bureau exécutif du CCOMP/BF. Cette nouvelle association regroupant plusieurs comptoirs se spécialise exclusivement dans l'achat et la commercialisation de l'or et des substances précieuses de production artisanale et semi-mécanisée au Burkina Faso. A cet effet, la CCOMP/BF a pour ambition de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'exploitation artisanale de l'or et des métaux précieux,

La suite à la page 4

La suite de la page 3

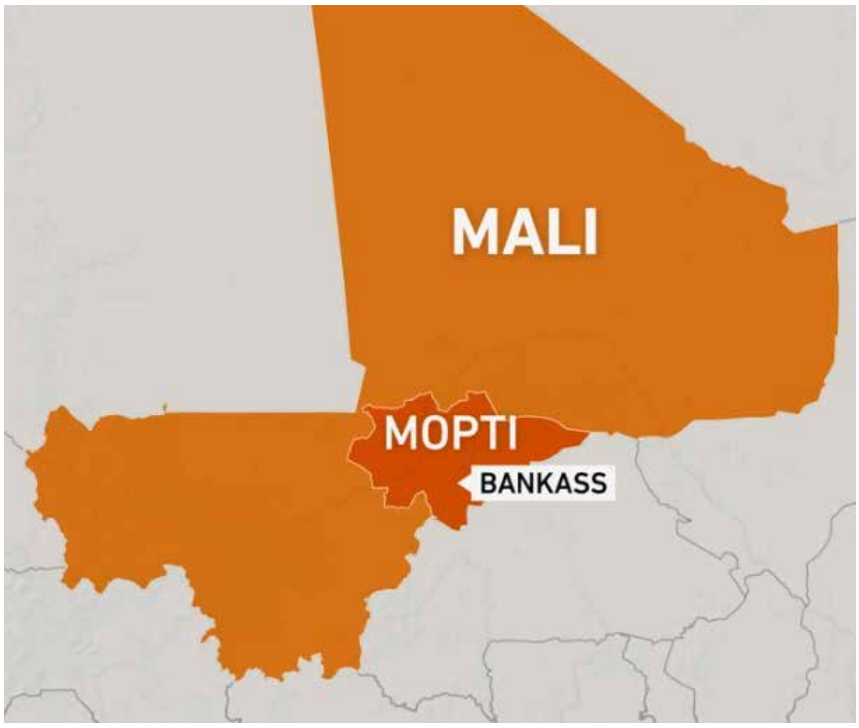
de permettre une plus grande contribution des acteurs de ce secteur, ainsi que de permettre aux investisseurs de nouer des partenariats avec des acteurs crédibles de la commercialisation de l'or et des métaux précieux du pays, expliquent Abdel Kalifa Diarra.

Le secteur de l'exploitation de l'or étant de plus en plus confronté à la fraude, un phénomène qui met à mal l'essor de ce secteur, les membres de l'association ont rassuré qu'ils comptent prendre le problème à bras le corps. "*Nous avons des solutions pour la lutte contre la fraude, nous allons les exposer aux autorités compétentes et je pense que la fraude sera un souvenir*", a déclaré Abdel Khalifa Diarra. Pour ce qui est de la protection de l'environnement, la CCOMP/BF compte exiger à ses fournisseurs la non-utilisation des produits chimiques dangereux pour l'environnement ou au besoin refuser tout or extrait à partir de produit chimique dangereux afin de dissuader leur utilisation.

Le Bureau exécutif du (CCOMP/BF) a été créé en septembre 2021 et est composé de dix membres issus de différents comptoirs du Burkina.

Roseline BADO

Plus de 130 civils tués par des groupes armés terroristes



Des groupes armés terroristes ont massacré plus de 130 civils au cours du week-end dans les villes voisines du centre du Mali, les derniers massacres dans la région.

Selon le témoignage des responsables locaux, des scènes d'assassinats systématiques ont été perpétrées par des hommes armés à Diallassagou et dans deux villes environnantes du cercle de Bankass, foyer de la violence au sahel. Nouhoum Togo, chef d'un parti à Bankass, la principale ville de la région, a déclaré à la presse locale que le bilan était encore plus élevé que les 132 annoncés par le gouvernement, qui a accusé les djihadistes affiliés à Al-Qaïda d'être responsables des meurtres. Togo a déclaré à l'AFP que les opérations de l'armée dans la région il y a deux semaines avaient conduit à des affrontements avec des djihadistes. Vendredi, les djihadistes sont revenus

La suite à la page 5

MALI

La suite de la page 4



Plus de 132 personnes ont été tuées dans des attaques au Mali

sur plusieurs dizaines de motos pour se venger de la population, a-t-il ajouté.

La Katiba du Macina accusé

Le gouvernement a imputé l'attaque au groupe armé du chef religieux peul Amadou Koufa, la Katiba du Macina. Le centre du Mali est en proie à la violence depuis l'émergence de l'organisation affiliée à Al-Qaïda en 2015.Une grande partie de la zone échappe au contrôle de l'État et est sujette à la violence des milices d'autodéfense et aux représailles intercommunautaires. Depuis 2012, le Mali est secoué par une insurrection de groupes liés à Al-Qaïda et au groupe dit État islamique. Les civils font souvent l'objet de représailles de la part des djihadistes qui les accusent de collaborer avec l'ennemi. Certaines zones du pays, notamment dans le centre, sont tombées sous le contrôle des djihadistes. Malgré le coup d'Etat en 2020, les civils se retrouvent toujours pris entre les feux croisés de groupes armés, y compris ceux affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Près de 600 civils ont été tués au Mali en 2021 dans des violences imputées principalement aux djihadistes, mais aussi aux milices d'autodéfense et aux forces armées, selon un document de l'ONU publié en mars.

K.Fiakofi

BURKINA FASO

Près de 60 partis politique appellent à la libération de l'ancien président Kaboré

Le 20 juin 2022, près d'une soixantaine de partis politiques de l'ex majorité présidentielle burkinabè ont adressé une déclaration aux autorités nationales et à la communauté internationale. Le principal message contenu dans ce document est l'appel à la *«libération totale, immédiate et sans conditions»* de l'ancien président du Faso Roch Kaboré.



L'ancien président Roch Kaboré vit en résidence surveillée depuis son renversement le 24 janvier 2022



Les partis signataires de la déclaration s'en remettent principalement à Paul Damiba, l'actuel président du Faso

Ils sont au total 58 formations politiques à avoir signé cette déclaration du 17 juin 2022, publiée trois jours plus tard, soit le lundi 20 juin 2022. Parmi eux, il y a naturellement l'ex parti au pouvoir le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP), l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC) de Zéphirin Diabré, l'Union pour la Renaissance/ Mouvement Patriotique Sankariste (UNIR/MPS) de Maître Bénéwendé Sankara et le Nouveau Temps pour

La suite à la page 7

La suite de la page 6

la Démocratie (NTD) de Vincent Dabilgou. Dans cette déclaration, les partis signataires ont d'emblée situé le contexte qui a prévalu à la chute de l'ancien régime. A les en croire, le président Kaboré élu en 2015 a été réélu en novembre 2020 pour un second mandat de 5 ans. Malheureusement, ont-ils déploré, la recrudescence des attaques terroristes et l'attitude sans concession du président Kaboré face aux individus armés vont contribuer à détériorer le tissu social, offrant par-là, un prétexte à l'avènement du putsch du 24 janvier dernier.

Soutien et compassion envers le peuple burkinabè

Depuis lors, l'ex chef d'Etat vit en résidence surveillée, ordonnée par les nouvelles autorités. Visiblement, cette privation de liberté ne semble plus être du goût du MPP et de ses alliés. « Force est de constater que depuis lors, sans aucun grief reproché au Président *Roch Marc Christian Kaboré, et malgré l'interpellation de la communauté nationale et internationale, ce dernier demeure sous séquestration, en dépit du semblant de liberté servi à ces opinions, suite à ce que nous qualifierons de "changement de cellule" opéré par son transfert à son domicile, toujours privé de visites et de communication »*, martèlent-ils. Ces derniers, se basant sur les textes nationaux et internationaux en vigueur au Burkina Faso, appellent à la *« libération totale, immédiate et sans conditions »* du président Kaboré. Outre cela, ils exigent la préservation de son intégrité physique et morale. Par ailleurs, les auteurs de la déclaration ont manifesté leur soutien et leur compassion à l'endroit du peuple burkinabè, actuellement éprouvé par les attaque terroristes.

Abdoul Karim TAPSOBA

Le pays reçoit 25 millions d'euros pour le financement de son industrie pharmaceutique

L'Agence française de développement (AFD) a accordé un prêt de 25 millions d'euro soit 16,4 milliards de F CFA, au Sénégal. Ce prêt servira à financer le Programme d'appui à la relance de l'industrie pharmaceutique.

Le Sénégal et l'Agence française de développement (AFD) ont signé, le 16 juin 2021, un accord de prêt de 25 millions d'euros pour le financement de la mise en œuvre du Programme d'appui à la relance de l'industrie pharmaceutique, a rapporté rapporte Afrimag. Cette convention a été signée en présence du ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, de l'ambassadeur de France au Sénégal, Philippe

La suite à la page 8

SÉNÉGAL

La suite de la page 7



Le Sénégal ambitionne de faire du secteur pharmaceutique, un secteur producteur de valeur économique et d'emplois

Lalliot ainsi qu'en présence du directeur pays de l'AFD, Alexandre Pointier. A en croire le ministre sénégalais de l'Economie, Amadou Hott, ce prêt servira principalement, à financer le projet MADIBA, pilier majeur de la stratégie de relance de l'industrie pharmaceutique. *"Avec ce programme ambitieux de relance de l'industrie pharmaceutique en général, et à travers MADIBA en particulier, le Sénégal est fier de faire partie des pays qui devront servir de hub dans la production de vaccins en Afrique"*, a-t-il fait savoir, selon Afrimag.

De son coté Philippe Lalliot, ambassadeur de France au Sénégal, voit en ce financement l'opportunité pour le pays d'atteindre l'autonomie pharmaceutique "*La signature de cette convention de prêt de 25 millions € de l'AFD permettra au Sénégal de mobiliser un important financement pour la relance de l'industrie pharmaceutique pour assurer la souveraineté pharmaceutique du pays*", a-t-il déclaré, selon toujours notre source.

Madiba (Manufacturing in Africa for Disease Immunisation and Building Autonomy) est un projet de construction au Sénégal d'une usine de production de vaccins contre la Covid-19 et d'autres maladies endémiques. Il vise à augmenter les capacités de production médicale et de vaccin de l'Afrique et réduire ainsi sa dépendance de l'extérieur. Ce mécanisme, soutenu par le gouvernement du Sénégal et les partenaires financiers internationaux, est hébergé par l'Institut Pasteur de Dakar (IPD) qui abrite un pôle régional de production.

Roseline BADO

ENVIRONNEMENT

Protection des animaux en voie d'extinction: La Tanzanie interdit l'abattage des ânes



La population actuelle d'ânes en Tanzanie est estimée à 650.000

Le gouvernement tanzanien a pris la décision d'interdire l'abattage des ânes. Cette mesure a été adoptée dans le but de prévenir le risque d'extinction de cette espèce animale.

Dans un discours budgétaire devant le Parlement, Mashimba Mashauri Ndakithe, le ministre tanzanien de l'élevage a déclaré, selon Apanews, que le rythme auquel les ânes sont abattus constitue une menace pour leur existence à long terme. D'où la nécessité d'interdire l'abattage de cette espèce animale afin d'éviter son extinction. Le ministre a de ce fait conseillé aux investisseurs dans le commerce des ânes de se tourner vers d'autres animaux d'élevage et de donner aux ânes une nouvelle vie. A travers cette mesure conservatoire, la Tanzanie rejoint les pays comme le Kenya, le Nigeria et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest qui ont, eux aussi, interdit l'abattage des ânes pour leur peau. Au Nigeria l'animal est même déclaré comme une espèce en voie de disparition en raison de leur abattage.

Cette décision du gouvernement tanzanien a aussi été saluée par les groupes de défense des animaux qui y voit une rare victoire dans la campagne contre les risques pour l'existence des animaux.

Roseline BADO

LIBYE

MSF réclame de nouveaux couloirs humanitaires pour les migrants bloqués



Médecins Sans Frontières (MSF) a appelé les pays européens et nord-américains, entre autres, à offrir une protection aux migrants bloqués en Libye, à accélérer de toute urgence l'évacuation des personnes les plus vulnérables.

Dans un rapport paru lundi 20 juin, Médecins Sans Frontières propose notamment l'ouverture de nouveaux corridors pour sauver des milliers de personnes qui vivent dans des conditions inhumaines dans le pays, à travers le renforcement des mécanismes existants et l'ouverture de voies de sortie alternatives. "En Libye, la grande majorité des exilés sont victimes de détention arbitraire, de torture et de violences, y compris sexuelles. Leurs possibilités de protection physique et juridique y sont extrêmement limitées et fragiles. En conséquence, la route migratoire, très souvent mortelle, via la mer Méditerranée est parfois leur seule échappatoire", a expliqué au journal Le Figaro Claudia Lodesani, responsable des programmes en Libye pour MSF. "Nous pensons que les pays sûrs, notamment au sein de l'Union européenne, qui financent depuis des années les garde-côtes libyens et encouragent le retour forcé des migrants vers la Libye

La suite à la page 14

La suite de la page 10

ont, au contraire, le devoir de faciliter la sortie et la protection, sur leur sol, de ces personnes victimes de violence , a- t-elle ajouté . Médecins Sans Frontières à publié ce lundi un rapport intitulé Out of Libya qui décrit la faiblesse des mécanismes de protection existants pour les personnes bloquées en Libye. Les rares voies de sortie légale vers des pays sûrs, mises en place par le Haut-Commissariat aux Réfugiés et l'Organisation Internationale des Migrations sont très lentes et restrictives. En effet, seules les personnes de neuf nationalités sont prises en compte pour l'enregistrement auprès du HCR, l'accès à ce service est quasiment inexistant en dehors de Tripoli et dans les centres de détention et le nombre de places dans les pays de destination est très limité.

Ainsi, en 2021, seules 1 662 personnes ont pu quitter la Libye via les mécanismes de réinstallation du HCR sur environ 40 000 personnes inscrites, et environ 3 000 personnes via le programme de retour volontaire de l'OIM. Au total, on estime à 600 000 le nombre d'exilés présents dans le pays. Le rapport présente également des solutions alternatives, en particulier celles qui peuvent être mises en place par les organisations de secours et les gouvernements.

K.Fiakofi

Les dirigeants de l'EAC approuvent le déploiement de troupes pour stabiliser la RDC



Les chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont ordonné lundi 20 juin qu'une force régionale soit immédiatement déployée dans l'est de la République démocratique du Congo.

Selon un communiqué publié lundi, la force régionale de l'EAC déployée devrait, en coopération avec les forces militaires et administratives de la RDC, chercher à stabiliser et à assurer la paix en RDC. La décision de déployer une force régionale de l'EAC a été prise lors du troisième sommet des chefs d'État de l'EAC sur le dialogue intercongolais du processus de Nairobi sur la situation de paix et de sécurité dans l'est de la RDC. «La Force régionale sera constituée en tant que force de l'EAC en vertu du protocole de l'EAC sur la paix et la sécurité et de l'article 124 du

La suite à la page 12

AFRIQUE DE L'EST

La suite de la page 11



Les chefs d'État ont demandé qu'un cessez-le-feu immédiat soit appliqué

traité de l'EAC sur la paix et la sécurité régionales et de l'article 125 sur la coopération en matière de défense», ont déclaré les chefs d'État de l'EAC dans leur communiqué. «Les chefs d'État ont ordonné qu'un cessez-le-feu immédiat soit appliqué et que la cessation des hostilités commence immédiatement, y compris le retrait des positions récemment prises», indique le communiqué.

Le sommet des chefs d'Etas a également appelé à l'instauration d'un climat de confiance, à la cessation des hostilités et à un cessez-le-feu inconditionnel entre les groupes combattants dans l'est de la RDC. La réunion a souligné la nécessité pour le peuple de la RDC de participer aux processus politiques dans le pays, la priorisation et la participation au développement du pays, et la citoyenneté. Le président de la commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, s'est félicité de la décision prise par les chefs d'État de l'EAC, appelant à sa mise en œuvre immédiate pour rétablir la paix dans l'est du Congo. "Je félicite les dirigeants de l'Ouganda, de la RDC, du Rwanda, du Soudan du Sud et du Burundi et salue leurs conclusions et la réunion d'aujourd'hui du processus de Nairobi sous la direction du président Uhuru Kenyatta. Je demande instamment la mise en œuvre immédiate de leur décision afin de rétablir la paix dans l'est de la RDC ", a déclaré à l'AFP M. Faki.

K.Fiakofi

ANNONCE



AVIS DE RECRUTEMENT



Le Groupe OTC souhaite recevoir des candidatures pour le renforcement de ses effectifs dans les domaines suivants : **Marketing, Communication et Gestion Commerciale**.

Profil : être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 2 dans les domaines suivants : communication, économie-gestion, marketing, gestion commerciale ou domaine connexe. Justifier d'une expérience professionnelle minimale ou avoir déjà fait un stage dans une entreprise ou une administration dynamique, maitriser l'outil informatique, avoir une bonne connaissance des outils du travail digitalisé et de l'usage des réseaux sociaux, être disponible pour le travail, pouvoir travailler sous pression, apte à atteindre ses objectifs en toute circonstance, être de bonne moralité…

Dossier à fournir : CV (avec photo récente), lettre de motivation et autres documents (diplômes, attestations des expériences professionnelles ou stages) adressées à Monsieur le Coordonnateur de OTC à envoyer uniquement par mail à l'adresse **recrutement@otc.bf** au plus tard le **15 juillet 2022**.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier suivi d'un entretien.

NB: *seulement les dossiers complets et conformes à la présente annonce seront traités.*



SHOOTING PHOTO



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Tunisie : le projet de nouvelle Constitution remis au président Saïed



L'expert juridique chargé de rédiger une nouvelle constitution, Sadek Belaïd, a remis une première version du projet au président Kaïs Saïed, le lundi dernier. Sadek Belaïd a été nommé à la tête de la Commission nationale consultative pour une nouvelle République, le mois dernier par le président. Dans un communiqué, le président Saïed a déclaré que le projet n'est pas définitif et que certaines sections peuvent être révisées ou faire l'objet d'une réflexion plus approfondie. Selon son propre calendrier, le président KaÏs Saïed a jusqu'au 30 juin pour approuver ou modifier le projet de constitution.

Cameroun : 44 joueurs accusés de fraude sur l'âge



La fédération camerounaise de football veut sévir contre les fraudeurs d'âge. En effet, selon un communiqué de la Chambre d'Instruction de la Commission d'Éthique de ladite fédération, 44 joueurs et leurs présidents de club ont été convoqués pour une procédure qui se tiendra du 4 au 8 juillet prochain. Ils sont tous soupçonnés de faux dans les titres et de complicité. "Les parties concernées sont invitées à comparaître, assistées ou non de leurs conseils, en vue de leur audition. La Chambre, en cas de non comparution, en tirera toutes les conséquences de droit", selon ledit communiqué.

Sénégal : Sadio Mané est arrivé à Munich pour l'officialisation de son contrat



Le joueur international sénégalais, Sadio Mané, a atterri à Munich, hier mardi. Il doit passer sa visite médicale, préalable à la signature d'un contrat qui devrait courir jusqu'en 2025 avec le Bayern. Selon les médias allemand, un accord total a été trouvé entre Liverpool et le Bayern, le vendredi passé, pour le transfert de Sadio Mané au Club allemand.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : des hommes armés enlèvent 36 personnes dans deux églises du Nord-Ouest



Selon Le Figaro, plus d'une trentaine de personnes ont été enlevées, dimanche 19 juin 2022, par des hommes armés qui ont attaqué deux églises dans le nord-ouest du Nigeria, région volatile où des bandes criminelles pratiquent des enlèvements de masse contre rançons. Un climat de violence quasi-généralisée règne dans le nord du pays le plus peuplé d'Afrique, en proie à des bandes criminelles à l'ouest et djihadistes à l'est, qui multiplient attaques et enlèvements, à moins d'un an de l'élection présidentielle, a relevé notre source.

Guinée Bissau : cérémonie de remise de drapeau à la MAGB



Le Commissaire de Paix et sécurité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Général Francis Behanzin, a présidé, lundi 20 juin, une cérémonie de remise de drapeau à la Mission d'appui à la stabilisation de la Guinée-Bissau, a indiqué sur son compte Twitter, Ngor Ndiaye, ambassadeur de la République du Sénégal accrédité en Guinée-Bissau. La Mission d'appui à la stabilisation de la Guinée-Bissau (MAGB) est composée de quelque 600 hommes venus du Nigeria, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Ghana, selon le journal Guinée-Bissau.net.

Maroc/ Variole du singe : le degré de transmission demeure faible (ministre)



Les chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont ordonné, lundi 20 juin 2022, qu'une force régionale soit immédiatement déployée dans l'est de la République démocratique du Congo. «La force régionale de l'EAC déployée devrait, en coopération avec les forces militaires et administratives de la RDC, chercher à stabiliser et à assurer la paix en RDC», selon un communiqué publié lundi.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mauritanie : absence de volonté de concertation du gouvernement



Les ministres de l'Énergie d'Algérie, du Nigeria et du Niger ont tenu, le lundi dernier, à Abuja, une deuxième réunion tripartite sur le projet du gazoduc transsaharien (TSGP), a informé l'Agence Anadolu (AA). Selon une source gouvernementale, la rencontre s'est soldée par un accord dans le but de relancer ce méga-chantier, d'une longueur de plus de 4. 000 km.

Cap-Vert : le pays se déclare en situation d'urgence sociale et économique



Évoquée depuis plus de 18 mois, la concertation entre toutes les forces vives de la Mauritanie n'aura pas lieu, a relaté afrique.le360.ma. Pourtant annoncée comme « imminente », elle a été annulée au dernier moment, après les travaux du Comité paritaire préparatoire. Khalil ould Dedde et Kadiata Malik Diallo, tous députés de l'opposition, ont exprimé leur désapprobation par rapport à la démarche de la présidence du Comité préparatoire, a détaillé notre source.

Libye : échec d'une nouvelle médiation de l'ONU



Une médiation de l'ONU pour favoriser un accord entre camps rivaux libyens sur un cadre constitutionnel permettant la tenue d'élections s'est soldée lundi 20 juin par un nouvel échec. "Le troisième et dernier round de négociations entre la Chambre des représentants et le HCE sur le volet constitutionnel libyen s'est achevé au petit matin du 20 juin", a annoncé sur Twitter la conseillère spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA
Rédacteur en Chef Délégué
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Nang-Yanan RAOUL

Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA
Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

MARCHE DE L'IMMOBILIER

